

## 2 Politique

## Contentieux électoral/Suite à l'interview du président de la Cour constitutionnelle (version électronique)

## Casimir Oye Mba s'indigne

O. N. & C. O.  
Libreville/Gabon

**L'un des vice-présidents de l'Union nationale (UN, opposition), qui s'est rallié à la candidature de Jean Ping à l'élection présidentielle du 27 août 2016, a animé une conférence de presse, dimanche dernier au quartier général (QG) de son champion.**

CASIMIR Oye Mba, l'un des vice-présidents de l'Union nationale (UN), un parti politique de l'opposition, et l'un des soutiens de Jean Ping lors de l'élection présidentielle du 27 août 2016, a animé une conférence de presse, dimanche dernier au quartier général (QG) de son champion sis dans le premier arrondissement de Libreville. Cet échange avec la presse portait essentiellement sur l'interview que vient d'accorder à l'hebdomadaire "Jeune Afrique", dans sa version électronique, le président de la Cour constitutionnelle, Mme



Casimir Oye Mba prononçant son propos liminaire.

Marie-Madeleine Mborantuo. Entretien dans lequel elle évoque, entre autres sujets, le dernier scrutin présidentiel, ainsi que le contentieux électoral porté à l'examen de son institution. Toute chose que Casimir Oye Mba déplore et condamne avec force. Avant d'entrer dans le vif du sujet, l'ancien Premier ministre de feu Omar Bongo Ondimba, a décrit la situation socio-politique qui prévaut dans notre pays depuis le 31 août dernier, date de l'annonce des

résultats du vote du 27 août par le ministre de l'Intérieur, Pacôme Moubelet Boubeya. Selon lui, depuis cette date, "la justice se résume, comme jamais avant, à la loi du plus fort. Les Forces de Défense et de Sécurité agissent comme des milices ou des bandes armées, semant la mort et la désolation au sein de la population. Les institutions se comportent comme des supplétifs du Parti démocratique gabonais (PDG), en se mettant au service exclusif de son candidat... Dans ce climat, le Gabon



Vue partielle des personnalités politiques proches de Jean Ping, présentes à la conférence de presse.

tout entier s'interroge sur son avenir". Abordant l'entretien accordé à "Jeune Afrique" par Mme Mborantuo, M. Oye Mba a relevé "qu'il n'est pas usuel que des responsables de ce type d'organisme s'épanchent dans la presse, surtout dans une période aussi sensible que celle que nous vivons" actuellement. Rappelant au passage la nature du serment que prêtent tous les membres de la Cour constitutionnelle : "Je jure de remplir consciencieusement les devoirs de ma charge dans le

strict respect de ses obligations de neutralité et de réserve, et de me conduire en digne et loyal magistrat". Casimir Oye Mba estime qu'à la lecture de l'interview évoquée ci-dessus, "on découvre que, non satisfaite de s'épancher publiquement sur les tenants et aboutissants du contentieux électoral soumis au jugement de la juridiction qu'elle préside, la présidente de la Cour constitutionnelle fait siens la thèse et les arguments du candidat du pouvoir". Et de déduire qu'en "agissant ainsi,

la présidente de la Haute juridiction assure publiquement la défense du mémoire en réponse que le candidat du pouvoir a déposé auprès de la Haute Cour et qui est soumis au secret de l'instruction..." Et M. Oye Mba de poursuivre : "Devant vous et à la face du monde entier, nous tenons à marquer notre étonnement et notre indignation face à cette prise de position de la présidente de la Cour constitutionnelle qui s'est affranchie de son devoir de réserve et de son obligation d'impartialité, pour se faire le relais des opinions d'un camp politique". Ce qui, selon lui, tranche avec son serment de "magistrat digne et loyal". Le conférencier a demandé à la présidente de la Haute juridiction de tirer, "en responsabilité, toutes les conséquences de sa prise de position". Parce que, estime-t-il, "elle n'a plus, de ce fait, l'autorité morale requise pour conduire la Cour constitutionnelle dans ce processus si délicat de l'histoire de notre pays".

## Crise post-électorale

## L'OPPE appelle à la préservation de la paix

F-K-O.M  
Libreville/Gabon

**SUITE** aux événements dramatiques qui ont secoué notre pays après la proclamation des résultats provisoires de l'élection présidentielle du 27 août dernier, l'Organisation pour la paix et la protection de l'environnement (OPPE) a organisé, jeudi dernier, à l'auditorium du ministère des Eaux et fo-

rêts, un point-presse. Occasion pour le président de l'OPPE, Alexis Rays Myrangou Ntebigui, de condamner les violences post-électorales et d'appeler les uns et les autres à la retenue. "Nous appelons les différents protagonistes et les populations à préserver, à tout prix, la paix dans notre pays. Car, nul n'a intérêt à ce qu'il s'embrase, vu que nous n'en avons pas un pays de rechange", a-t-il souligné.



Alexis Rays Myrangou Ntebigui (centre) : "Nous n'avons pas un autre pays de rechange".

À ses yeux, il importe d'être tolérant, d'accepter l'autre dans sa différence et dans la diversité politique qui caractérise notre société. D'autant que, selon lui, notre pays est "une grande famille avec ses particularités et ses contradictions". Avant de boucler son propos, l'orateur a rappelé les fondements et les objectifs d'une élection politique qui, à ses yeux, est une occasion donnée à tous, d'exprimer un choix libre, dans

le cadre des lois et règlements qui régissent la nation en privilégiant l'intérêt général. Et non "un prétexte pour exacerber les rancœurs et les frustrations personnelles". Non sans avoir stigmatisé une "certaine presse locale et une frange de la communauté internationale" qui, selon lui, "s'attelle à verser l'huile sur le feu, au lieu de nous aider à trouver des pistes de solutions pour apaiser les tensions".

## " Non à l'embrassement du Gabon ! "

J.K.M  
Libreville/Gabon

**Pour le président de l'Association Jeunesse sans Frontières, il est impérieux d'éviter que notre pays ne sombre dans le chaos.**

AU cours d'un point-presse qu'il a animé, samedi dernier, au siège de sa structure associative, sis au quartier "Derrière la Prison", dans le premier arrondissement de Libreville, le président de l'Association Jeunesse sans Frontières (AJSF), Guy-René Mombo Lembomba, a marqué toute sa détermination à éviter "l'embrassement de notre pays". Selon lui, les violences consécutives à l'annonce officielle des résultats de



Guy-René Mombo Lembomba (micro), lors du point-presse...

l'élection présidentielle du 27 août dernier, seraient dues à "la cristallisation des positions politiques de chaque camp". Notamment celui du président de la République sortant, Ali Bongo Ondimba, et de son principal adversaire, Jean Ping. Une situation qui, à l'enten-

dre, a des incidences négatives sur la marche de la nation. Sur le plan économique, a-t-il fait valoir, "les violences post-électorales ont déjà mis à mal les commerces de proximité. Les activités génératrices de revenus (AGR), que tant de compa-



... tenu en présence d'une assistance importante.

triotés et des ressortissants étrangers qui vivent dans notre pays ont peiné à mettre en place, ont volé en éclats (...). Et de relever que "la coupure d'internet, depuis trois semaines, est à l'origine de la fermeture de plusieurs cybercafés, sources de revenus

pour de nombreux jeunes Gabonais. Les prix des biens de première nécessité ne cessent de grimper". Si on n'y prend pas garde, a-t-il averti, tous ces désagréments pourraient exposer notre pays "à des émeutes de la faim et à la multiplication des revendi-

cations sociales". Comment sortir de cette situation ? Pour Guy-René Mombo Lembomba, il faudrait que "la presse nationale fasse preuve de professionnalisme et d'objectivité en ne soufflant pas sur les braises, que la Cour constitutionnelle dise le droit dans le cadre du contentieux électoral à elle soumis. Et que l'intérêt supérieur de la nation prévale dans l'esprit des leaders de chaque camp, au-delà de toutes leurs ambitions". Sur un tout autre plan, l'orateur a déploré le fait que son association soit dans l'impossibilité de rendre public son rapport d'observation de la dernière élection présidentielle. Vu que, a-t-il indiqué, toutes leurs données ont été emportées à la suite des actes de saccage de leur siège.